



## **Le Planning Familial 56 dénonce et condamne les violences sexuelles commises par les forces de l'ordre en France !**

Dans un contexte de forte contestation sociale (manifestation contre la réforme des retraites, pour l'égalité à l'accès à l'eau à Sainte Soline, pour les droits au logement, pour les droits des personnes sans papiers, pour les droits des chômeur.euses et précaires (RSA)...), nous subissons une indéniable répression policière de plus en plus violente et décomplexée.

Nous tenons à rappeler que la France compte parmi les polices les plus violentes d'Europe en faisant notamment usage d'armes de guerre. Elle fait l'objet d'inquiétudes et de rappels à l'ordre de la part du Conseil de l'Europe, d'ONG et de l'ONU, sur des questions comme le respect des droits humains, sa politique du maintien de l'ordre, ou des répressions disproportionnées de manifestations.

Les violences sexuelles sont régulièrement utilisées lors de conflits armés pour tenter de briser les civil.es et sont définies comme crimes de guerre par le droit international.

Utiliser le viol et l'agression sexuelle, en tant que policièr.e, lors de l'exercice de ses fonctions, peut être considéré comme une arme de répression destinée à traumatiser et à apeurer les personnes qui exercent leur droit de manifester.

À Nantes, quatre étudiantes ont déposé plainte, pour « violences sexuelles par dépositaire de l'autorité publique » après avoir subi une fouille au corps lors d'une nasse par la police, le 14 mars 2023.

Elles ont vécu une fouille sur les parties intimes de la part d'une policière de manière injustifiée. Des propos et des actes dégradants ont été tenus par la police aux étudiantes : « Faut que je fouille dans ta culotte, t'es sale, ça me dégoûte, tu sens mauvais », « Je vais te fouiller dans la chatte » et la fouille n'a pas été faite au-dessus des vêtements mais bien directement au contact des parties intimes des personnes d'après leurs témoignages.

Ces étudiantes sont aujourd'hui traumatisées par l'agression sexuelle qu'elles ont subie.

D'autre part, depuis le début du mouvement social actuel, trois personnes ont subi une ablation d'un testicule suite à des violences policières. Viser les parties intimes des personnes avec des LBD ou une matraque, c'est tenter de les atteindre autant physiquement que moralement. Ces pratiques de mutilations génitales de la part de la police doivent cesser !

Les violences sexuelles commises par les forces de l'ordre sont loin d'être de simples «dérapages ». Ces actes ont pour objectifs d'humilier, d'impressionner, de dissuader et de punir.

Nous, militant.es du Planning Familial 56, sommes indigné.es et en colère face à ces violences. Nos missions sont de lutter contre toutes formes de violences sexistes et sexuelles, nous ne pouvons donc rester silencieu.ses quant à ces actes insupportables !

Nous exigeons la poursuite des policier.es ayant commis ces actes et la démission immédiate du ministre de l'intérieur, lui-même accusé de viols.

**Le Planning Familial 56 manifeste tout son soutien  
aux victimes de la police.**

**Stop aux violences sexuelles comme arme de répression !**